Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

128 | 2021

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2019-2020)

Religions et relations internationales

Valentine Zuber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/3913>

DOI : 10.4000/asr.3913

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2021

Pagination : 505-506

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Valentine Zuber, « Religions et relations internationales », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 128 | 2021, mis en ligne le 19 juillet 2021, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/3913> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.3913>

Tous droits réservés : EPHE

Religions et relations internationales

Valentine ZUBER

Directrice d'études

L'ANNÉE académique 2019-2020 a été extrêmement perturbée. Entre les grèves de décembre, un arrêt maladie et le confinement de mi-mars à début juin, plusieurs des séances prévues ont été purement et simplement annulées. Pendant la première partie de l'année, nous avons cependant continué notre exploration des rapports entretenus entre « Droits de l'Homme et religions », avec la participation de plusieurs chercheuses et chercheurs nationaux ou internationaux. Le séminaire a suivi deux directions principales : d'une part l'étude des déclinaisons et transformations des législations laïques en France et dans plusieurs pays du monde, et d'autre part, des analyses informées sur l'incidence des droits de l'Homme dans les agendas des différentes religions et des États au XXI^e siècle.

Le séminaire a donc débuté par deux séances d'introduction sur les laïcités, envisagées comme une manière de gérer les libertés publiques dans les États de droit, à gouvernance démocratique et respectueux du système international des droits de l'Homme. La première séance a été consacrée aux débats actuels sur la laïcité en France. Nous y avons souligné le paradoxe du modèle français dans lequel la pratique juridique de la laïcité reste toujours foncièrement libérale, en dépit des attentes politiques et sociales toujours plus exigeantes en matière de gestion publique du religieux, balançant entre anticléricalisme traditionnel et antireligion (visant plus spécifiquement la religion musulmane). La seconde séance a permis de faire une typologie des laïcités dans le monde, à travers les trois modèles principaux et leurs déclinaisons particulières : religion d'État, laïcité conventionnelle et/ou de séparation. Ces séances introductives ont été complétées par deux études de cas récents à travers l'analyse des nouvelles lois de laïcité apparues presque simultanément en Suisse et au Canada. Sarah Scholl, de l'université de Genève, nous a présenté les ressemblances et différences entre les deux laïcités séparatistes française et genevoise, et les développements législatifs récents de cette dernière, à travers l'adoption par votation d'une loi sur la laïcité de l'État, le 10 février 2019. Laurent Tessier, doctorant à l'EPHE et en co-tutelle avec l'université de Montréal, a analysé quant à lui, les enjeux actuels de la défense politique de la laïcité au Québec, à travers l'étude de la genèse et du contenu de la loi sur la laïcité de l'État adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 16 juin 2019.

Le deuxième volet du séminaire a été plus spécifiquement consacré aux enjeux des droits de l'Homme dans l'histoire et dans les sociétés contemporaines. L'historienne

Natalia Muchnik, directrice d'études à l'EHESS, est venue nous présenter son dernier ouvrage consacré à la survie des minorités religieuses emprisonnées en Europe, sous l'Ancien régime. Son étude comparatiste et particulièrement novatrice a montré combien l'étude des modalités de la répression des minorités religieuses par les autorités civiles et religieuses du temps, et en particulier par l'intermédiaire de leur enfermement, a plutôt favorisé la publicisation et la légitimation de leur foi dans un espace public devenu plus tolérant.

Deux séances ont été plus spécifiquement consacrées aux combats catholiques contemporains pour les droits de l'Homme. Nous avons ainsi entendu le professeur François Mabillet, de l'université catholique de Lille, qui a analysé la place prise par la thématique des droits de l'Homme dans les mobilisations catholiques humanitaires les plus récentes, à travers les thèmes privilégiés de l'engagement pour la paix et le développement. Jean-François Petit, professeur à l'Institut catholique de Paris, est ensuite venu nous parler en philosophe et théologien, des droits humains, culturels, religieux tels qu'ils se sont exprimés lors du synode de l'Église catholique pour l'Amazonie qui s'est tenu en octobre 2019.

Le pasteur et philosophe Stéphane Lavignotte a présenté les engagements en faveur des droits de l'Homme côté protestant, à travers la figure du théologien André Dumas (1918-1996), auquel il a consacré une biographie récente.

Les séances suivantes ont permis d'interroger, à partir de différents espaces, la pertinence de l'idée de droits de l'Homme « universels » à travers leurs différentes déclinaisons dans le monde. Elsa Lafaye, de l'université de Rennes, a analysé le renforcement institutionnel récent des organismes de défense des droits de l'Homme (tant publics que privés) en Asie du Sud-Est, en dépit de la prégnance de l'idéologie concurrente et relativiste des « valeurs asiatiques » développée dans ces espaces depuis les années 1980. L'ambassadeur français aux droits de l'Homme, François Croquette, nous a présenté ses missions de diffusion et de défense diplomatique des droits de l'Homme à l'étranger. Il a insisté sur l'optique privilégiée par la doctrine française, centrée sur l'universalisme des droits humains, pourtant particulièrement contestée de nos jours par de nombreux pays qui mettent en avant leurs spécificités culturelles ou religieuses pour s'exonérer de leur respect des conventions internationales.

Enfin, nous avons entendu Radia Bakkouche, de l'association de jeunesse « Coexister » qui nous a présenté son expérience de la promotion de l'interconvictionnalité pratiquée et témoignée, tant en France qu'à l'étranger par de nombreux jeunes militants de toutes croyances ou convictions.

Les autres séances prévues ayant été annulées, le programme « Droits de l'Homme et religions » du séminaire Religions et relations internationales sera poursuivi lors de l'année académique prochaine, selon les nouvelles modalités électroniques exigées par la situation sanitaire.